

FGTB

Ensemble, on est plus forts

La FGTB est pour l'Europe, mais une autre Europe que celle qu'on nous prépare

- La FGTB veut une Europe qui améliore la solidarité entre les États membres au lieu d'exacerber la compétition et le dumping social.
- La FGTB veut une Europe qui taxe les transactions financières et la spéculation au lieu de taxer la consommation des ménages. Une Europe qui régule le monde de la finance, contrôle les agences de notation et développe les banques publiques.
- La FGTB veut une Europe qui développe une politique sociale et économique au profit de tous les citoyens au lieu de protéger les seuls actionnaires en réduisant les salaires, entraînant ainsi la consommation et l'économie vers le bas.
- La FGTB veut une Europe sociale et non une Europe qui détricote la protection sociale, relève l'âge de la retraite et augmente la précarité.
- La FGTB veut une Europe qui promeut le développement durable, l'emploi, le travail décent et des salaires décents, des services publics de qualité accessibles à tous.
- La FGTB s'oppose à toute harmonisation des normes sociales et fiscales vers le bas en Europe et refuse que les travailleurs et les allocataires sociaux paient une nouvelle fois la crise.



Europe sociale en construction

- La FGTB veut une Confédération européenne des syndicats forte et en mesure de mener une stratégie salariale qui empêche la concurrence entre les travailleurs.

Tout comme la Confédération européenne des Syndicats, des délégations d'autres pays membres de l'UE et avec les autres syndicats belges, nous disons notre opposition à cette l'Europe que la droite veut nous imposer.

FGTB

Ensemble, on est plus forts

Mobilisation le 24 mars à Bruxelles

**Non au pacte de compétitivité et d'austérité
Oui à un pacte de solidarité**



La droite européenne contre les travailleurs

Nous ne sommes pas contre l'Europe, mais c'est l'Europe dominée par la droite qui est contre nous ! Avec ses projets de «*Gouvernance économique*» et de «*Pacte de compétitivité*», le sommet européen de Bruxelles de ces 24 et 25 mars prépare une attaque d'une ampleur sans précédent contre le monde du travail plutôt que de s'attaquer aux spéculateurs responsables de la crise.

Nous avons fait grève **chez nous**:

- pour la liberté de négocier et contre le blocage salarial;
- pour la sauvegarde de l'indexation automatique des salaires.

Nous nous sommes battus **chez nous**:

- pour le maintien des prépensions;
- pour que l'on ne touche pas à l'âge de la retraite;
- pour l'amélioration des pensions.

Nous luttons **chez nous**:

- contre l'austérité qui frappe les petits revenus et les services publics;
- contre une fiscalité injuste qui épargne les revenus du capital et taxe trop les revenus du travail.

Aujourd'hui, c'est l'Europe des banquiers, des patrons, et des actionnaires qui organise le recul social, chez nous et partout!

Elle veut réduire partout les revenus du travail:

- Vider de sa substance l'indexation des salaires;
- Imposer la modération salariale;
- Exacerber la compétition vers le bas entre les travailleurs;
- Accroître la flexibilité et la précarité du travail;
- Liquider les systèmes de prépension.

Elle veut imposer partout l'austérité:

- En sabrant dans les services et l'emploi publics;
- En réduisant la protection sociale;
- En nous obligeant à travailler plus longtemps;
- Au lieu de taxer correctement les bénéfices exagérés et de s'attaquer à la spéculation financière.

Nous ne voulons pas de cette Europe-là!

Gouverner l'Europe, c'est plus d'emplois, plus de justice sociale et fiscale, plus de solidarité.

La «mauvaise»... ... et la «bonne» gouvernance

Les crises économique et financière, suivies d'une crise des dettes souveraines et de l'Euro et provoquées par l'irresponsabilité des spéculateurs et des banques ont mis en évidence la cruelle absence de gouvernance économique.

Cette gouvernance économique européenne, c'est-à-dire l'idée de renforcer le pilier économique et financier pour contrebalancer le pilier monétaire, est une vieille revendication syndicale. C'est donc une bonne chose en soi. Mais ce n'est pas ce que nous prépare le sommet européen de Bruxelles de ces 24 et 25 mars.

La gouvernance économique concoctée par Merkel, Sarkozy et la Commission:

- ne comporte que des mesures d'austérité, des sanctions, des reculs en matière de protection sociale ou de formation des salaires,
- estime que le prix à payer pour accroître la solidarité entre les Etats-membres (à savoir le soutien financier aux pays surendettés) serait de supprimer les solidarités au sein des Etats-membres,
- ignore le principe de la subsidiarité, c'est-à-dire la capacité des Etats membres à faire mieux chez eux que ce que ferait l'Europe,
- met les Etats membres sous pression pour réduire la part salariale et les dépenses sociales.

Cette gouvernance se propose d'imposer non pas le mieux, mais le pire partout. Elle entend imposer une austérité aveugle aux ménages déjà durement frappés par les crises au moment même où les bénéfices des entreprises grimpent en flèche, à commencer par ceux des banques et des actionnaires

Quelle gouvernance économique voulons-nous?

Réduire les déficits publics est nécessaire, notamment pour consolider nos systèmes de sécurité sociale, garantir nos pensions et trouver les moyens de mener une véritable politique de relance et garantir des services publics de qualité.

Mais l'assainissement des finances publiques doit être équitable, ne pas pénaliser la consommation, donc l'activité industrielle, reposer sur une fiscalité destinée à lutter contre les mécanismes qui parasitent l'économie comme la spéculation, les bonus extravagants, les bénéfices exagérés.

La gouvernance économique et la politique monétaire doivent

- réguler les marchés financiers à l'origine de la crise,
- taxer les transactions financières, mieux taxer les bénéfices, mettre fin aux paradis fiscaux,
- privilégier la croissance et l'emploi au lieu de miser sur le dumping salarial qui tire tout le monde vers le bas,
- harmoniser la fiscalité au lieu d'encourager le dumping fiscal qui prive les Etats des moyens de réduire leur dette,
- donner à l'Europe les moyens de relancer l'économie par une politique industrielle et d'innovation en renforçant sa capacité budgétaire par exemple à travers l'émission d'obligations européennes (Eurobonds),
- renforcer le rôle de l'Etat et les services publics de qualité.